

Séance ordinaire du lundi 5 juin 2023

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-trois et le cinq juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMÉNEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Clare HART, Mickaël DIORÉ ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Alenka DOULAIN ayant donné pouvoir à Flora LABOURIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Évolution des effectifs dédiés aux sécurités - Approbation

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Lors de sa séance publique du 22 octobre 1982, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier créait sa Police Municipale composée de « 15 gardiens temporaires » afin d'accompagner son évolution démographique et répondre à la stagnation constatée des effectifs de la Police Nationale.

40 ans plus tard, la Ville de Montpellier en signant avec l'Etat un Contrat de Sécurité Intégrée (CSI) formalisait le partenariat avec les services de l'Etat et l'engagement des deux parties dans la mobilisation de moyens communs au service de la politique locale de sécurité et de prévention.

C'est ainsi qu'un renforcement des effectifs de la police nationale à hauteur de 50 fonctionnaires est retenu dans une première étape (2020-2022) au profit de la circonscription de Montpellier. A ce jour, et en dépit d'annonces récentes, la totalité des nouveaux fonctionnaires annoncés pour renforcer les rangs de la Police Nationale à Montpellier n'est pas en place.

Forte de ses 183 effectifs, la Police Municipale de Montpellier était placée en début de mandat au 8^{ème} rang des villes françaises.

Conformément aux engagements de l'exécutif municipal, l'installation du Pôle des Sécurités au cours de l'année 2022 s'est accompagnée de la transformation du service de Police Municipale en Direction de la Police Territoriale, rassemblant les forces de la Police Municipale de Montpellier et la future Police Métropolitaine des Transports.

Une Direction dédiée à la Régulation du Domaine Public et des Mobilités a également vu le jour, regroupant à cette occasion, les deux délégations de service public contribuant aux mobilités : la fourrière municipale et le stationnement payant sur voirie. Par ailleurs une nouvelle brigade chargée d'assurer la protection et la régulation des nouvelles mobilités décarbonnées est proposée.

Enfin, le Centre de Supervision Urbaine s'est vu doté de 4 agents assermentés issus de la filière sécurité afin de garantir le développement et l'extension des zones vidéo verbalisées.

Les effectifs issus de la filière sécurité sont désormais déployés auprès de ces 3 unités au sein du Pôle des Sécurités

A cette étape, de l'évolution de l'organisation, il a été proposé de renforcer les effectifs de policiers afin de répondre aux nouveaux enjeux de sécurité auxquels est confronté le territoire communal et accompagner les politiques publiques fortes qui marqueront ce mandat, à savoir :

- Le développement accru des mobilités décarbonnées ;
- La gratuité totale des transports publics ;
- Le retour à tranquillité publique dans les espaces publics, notamment du centre-ville ;
- La gestion sécuritaire de la vie nocturne ;
- Le renforcement de la sécurité de proximité dans tous les quartiers.

C'est ainsi que les effectifs de la Police Municipale se verront conforter d'ici la fin du mandat de 58 effectifs supplémentaires, soit 30 % d'ETP en plus portant le nombre total à 241 agents répartis de la façon suivante :

- 198 postes à la Direction Déléguée de la Police Territoriale ;
- 39 postes à la Direction Déléguée de la Régulation du Domaine Public et des Mobilités ;
- 4 postes au sein du Centre de Supervision Urbaine

Ces effectifs sont complétés des 42 effectifs la Police Métropolitaine des Transports pour laquelle les recrutements s'organiseront au cours des années 2023 et 2024 pour une mise en œuvre progressive à compter de septembre 2023.

La politique conduite en matière de prévention et de sécurité s'appuie désormais sur grand nombre d'acteurs qui interviennent en complémentarité de la Police Municipale. Ils sont aujourd'hui des agents majeurs de la sécurité et contribuent à la mise en œuvre des réponses apportées :

La mission de supervision et de vidéosurveillance fonctionnant 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, gère un parc de plus de 380 caméras sur la voie publique à partir d'un service composé de 27 agents dont 4 policiers. Pour rappel, ce service traite près de 10 000 affaires par an et a procédé en 2022 à près de 34 000 verbalisations par caméra.

La Direction de la Régulation du Domaine Public et des Mobilités regroupe actuellement 125 agents dont 39 policiers et intervient dans les domaines suivants :

- La police de l'animal ;
- La police de l'environnement ;
- La police forestière ;
- Les occupations du domaine public, dont les terrasses ;
- La régulation du stationnement ;
- La police de la route par le biais de la fourrière, le contrôle des mobilités, le stationnement ;
- Et enfin, la protection des abords des écoles et la surveillance du jardin des plantes.

La Mission Sécurité Civile a été renforcée depuis le début mandat afin de répondre aux nouveaux enjeux qui s'imposent au territoire et développer une approche résiliente face aux risques impliquant les administrés. Elle est composée de 8 agents et anime la réserve communale dite de sécurité civile initiée dès 2020. Cette dernière est forte aujourd'hui de 82 volontaires.

La Mission Prévention de Délinquance anime le partenariat avec les acteurs de terrain et les services de l'Etat. En outre, elle a initié un nouveau dispositif de médiation consacré sur le territoire de la Mosson avec 6 médiateurs et pilote les deux maisons de la justice et du droit en lien étroit avec le Procureur de la République et le Président du Tribunal d'Instance de Montpellier. 41 agents de médiation sécurité du groupement de protection inter bailleurs de Montpellier Méditerranée Métropole, en cours de constitution, complètent le dispositif.

La Direction de la Santé Publique et Environnementale met en œuvre les pouvoirs de police du Préfet et du Maire, en matière d'hygiène et de salubrité publiques. 30 agents dont 14 assermentés assurent au quotidien les contrôles sur l'ensemble de la commune.

C'est ainsi que le Pôle des Sécurités et de la Tranquillité Publique est composé à ce jour de 413 effectifs concourant, chacun à leur niveau, et dans leurs prérogatives à la mise en œuvre des actions en matière de sécurité, de tranquillité, d'hygiène, de salubrité et plus globalement de protection des populations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'évolution des effectifs dédiés aux sécurités présentée ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14 juin 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 juin 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20230605-233988-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 14/06/23
Réception en Préfecture : 14/06/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.